

L'Argentine

A travers ses différents régimes politiques

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale

L'Argentine, pays qui a acquis son indépendance le 25 mai 1810, définitivement proclamée le 09 juillet 1816 à San Miguel de Tucumán. De la colonisation précédente est restée la langue officielle l'espagnol.

Des mouvements d'opposition apparaissent dès 1810, une constitution est proclamée en 1853, après la fin de la dictature de Rosas.

Cette constitution fonde la République fédérale d'Argentine. Dont les institutions sont calquées sur la constitution américaine.

Quel modèle politique instaure t-elle ?

Article 1 :

La nation argentine adopte pour son gouvernement la forme représentative républicaine fédérale, telle que l'établit la présente constitution.

Article 2 :

Le gouvernement fédéral soutient la religion catholique apostolique et romaine

Article 16 :

La nation argentine n'admet pas de prérogatives de sang ou de naissance ; il n'y a chez elle ni privilèges personnels, ni titres de noblesse. Tous ses habitants sont égaux devant la loi, et admissibles aux emplois, sans autre condition que celle de l'aptitude. L'égalité est la base de l'impôt et des charges publiques.

⇒ C'est à dire l'abolition des privilèges.

Article 18 :

Aucun habitant de la nation ne peut être frappé d'une peine, sinon en vertu d'un jugement préalable fondé sur la loi antérieure au fait incriminé, ni **jugé par des commissions spéciales, ni distrait des juges désignés par la loi antérieure au fait de la cause**. Nul ne peut être contraint de déposer contre lui-même ; ni arrêté, si ce n'est en vertu d'un ordre écrit de l'autorité compétente. **La défense en justice de la personne et des droits est inviolable. Le domicile est inviolable**, ainsi que la correspondance épistolaire et les papiers privés ; une loi déterminera dans quels cas et moyennant quelles justifications l'entrée dans le domicile ou la saisie pourront avoir lieu. **Sont abolis à jamais la peine de mort en matière politique, les tortures de quelque espèce que ce soit, et le fouet. Les prisons** de la nation seront saines et propres ; elles **sont destinées à la garde et non au châtement** des coupables qui y sont détenus ; toute mesure qui, sous prétexte de précautions à prendre, entraînerait pour les condamnés des souffrances plus grandes qu'il n'est nécessaire, engagera la responsabilité du juge qui l'autorise.

⇒ On verra par la suite que les régimes politiques arrivés le plus souvent au pouvoir suite à de violents coups d'état ne respectent que peu ou prou cet article surtout dans la période de la junte militaire de 1930 à 1983.

La constitution fonde un modèle de république fédérale démocratique basé sur l'égalité des chances, le droit de propriété et privé. Avec abolition de la peine de mort pour raison de contestation politique et les tortures physiques pour quelque raison que se soit.

Au début du XXe siècle, avant la crise de 1929 l'Argentine est la 8^e puissance économique mondiale.

Le Péronisme

Suite à des années de conflits où les présidents issus des rangs militaires se succèdent, sorte de démocratie sous tutelle militaire, arrive **au pouvoir Juan Domingo Perón** (08/10/1895-01/07/1974). Fils de fermier il entre à l'école militaire à 10 ans où il grimpe très vite les échelons. Il sert en Italie vers la fin des années 30 en tant qu'observateur militaire. **En mai 1943, colonel, il devient une personnalité de premier plan dans le coup d'état militaire du Groupe des officiers unis** contre le gouvernement civil de Ramón Castillo. Sous la présidence de Farrell, il est initialement secrétaire-adjoint puis secrétaire au travail et à la santé en 1943 **et vice-président et secrétaire à la guerre en février 1944. Il est forcé de démissionner par des opposants des forces armées puis arrêté** avant d'être relâché du fait des manifestations de masse organisées par le syndicat CGT (general confederation of labor).

En octobre 1945 **il se marie avec María Eva Duarte** (Evita) (07/05/1919-26/07/1952) fille illégitime d'un riche éleveur et d'une cuisinière, **elle grandit dans un milieu social défavorisé**. A 15 ans elle part travailler à la capitale et **devient actrice, c'est la naissance d'un mythe**. Elle devient co-propriétaire de la station de radio pour laquelle elle travaille et **anime un programme sur « les grandes femmes de l'Histoire »**. C'est lors d'une vente de charité pour les victimes d'un tremblement de terre qu'elle rencontre le colonel Perón.

Elle tisse un lien entre son mari et les « descamisados », fondement du soutien politique de son mari et l'aide dans ses campagnes à travers son émission de radio. Elle fait de grand discours de rhétorique populiste, appelant les pauvres à revendiquer leurs droits. **Malgré ses richesses elle met en avant ses racines modestes** et se montre solidaire des classes défavorisées.

Le soutien populaire fait remporter les élections à la présidence de février 1946, avec 56% des suffrages, **à Perón** (L'Union démocratique soutenue par les Etats-Unis 44%). Il poursuit des **politiques volontairement tournés vers la classe ouvrière**. Il **permet l'explosion du syndicalisme** dans le monde ouvrier c'est lui qui a aidé à la création de la CGT. Il appelle cette politique la « troisième alternative » entre capitalisme et communisme. Il mène une **politique ambitieuse d'industrialisation du pays**. En **1947 il annonce un premier plan quinquennal** pour permettre le développement des nouvelles industries nationalisées tel les chemins de fer. Il instaure la gratuité de l'enseignement supérieur ce qui permet une circulation des élites élargie aux classes défavorisées. Accorde les premiers congés payés et donne le droit de vote aux femmes. (Cette idéologie intitulée « péronisme » influence les partis argentins encore aujourd'hui.).

Le justicialisme qui allie la répression, le populisme, l'attachement au catholicisme, le réformisme, le nationalisme. Il est donné une importance réelle aux institutions avec recul du pouvoir législatif face à l'exécutif : **l'Etat, le Parti, les syndicats ayant tendance à se confondre**. Les débats d'idées quittent les hémicycles pour prendre

place dans les médias, la rue. **La justice sociale constitue à la fois la condition nécessaire de l'union de la nation et l'objectif du mouvement. L'Etat accorde à des associations professionnelles la « personnalité corporative » par laquelle elles peuvent négocier avec les employeurs, le gouvernement et l'administration** pour des conventions collectives ou des législations sur le travail. Des syndicalistes siègent à la direction du parti. **Les syndicats participent à l'Etat.**

Evita prend un rôle considérable dans le gouvernement de son mari, crée la **fondation Eva Perón pour assister les pauvres**. Très populaire, elle fait construire de nombreux hôpitaux et orphelinats. Elle est une des figures les plus influentes d'Argentine. Elle **devient le centre d'un culte de la personnalité**. Elle contrôle l'Agenda de son mari en le mettant en avant. Vénérée par la classe des travailleurs, détestée par les riches En 1950, elle décide de partir dans un « **Rainbow tour** » (très médiatisé), afin de **redorer l'image des relations diplomatique du régime de Perón perçu comme fasciste par les Européens**. Puis elle brigue le **poste de vice-présidente en 1951 d'où elle est destituée** du fait de la **pression militaire**. Elle s'éteint en 1952, son corps est embaumé et exposé jusqu'au **coup d'état militaire de 1955 qui chasse Perón du pouvoir**.

Il s'exile au Paraguay puis en Espagne. En effet dans **les années 50-60 forte instabilité gouvernementale** avec des changements multiples de gouvernements dus à un **marasme économique et une continuelle pression sociale** et l'orientation du gouvernement vers un **autoritarisme de plus en plus profond**. Les gouvernements échouent dans le redressement économique et la lutte contre le terrorisme (qui se développera dans les années 60-70 avec les pros-péroniste). De son exil, Perón dirige toujours le mouvement justicialiste. **Dans les années 60-70 les protestations syndicalistes se font au cri de « Evita vive »** (Evita est vivante). **Le parti Justicialiste étant interdit**. « Eva la madone des pauvres »

Après une période trouble où se succèdent les coups d'état (66 et 71). Suite aux élections que le parti justicialisme remporte et la démission du président élu, en **octobre 1973 Perón revient au pouvoir**, avec comme Vice-présidente sa femme Isabel. (Du fait du choix fait par le général Lanusse qui avait pris le pouvoir en mars 1971 et promis de restaurer une démocratie constitutionnelle en 1973). **Il continu sa politique et passe des accords de troc avec le COMECON** (échange blé et viande contre barrages, puits de pétrole, usines chimique, pêcheries...etc.). Les problèmes demeurent. **Il meurt en juillet 1974.**

Sa femme Isabel lui succède, elle est écartée du pouvoir en **mars 1976 par la junte militaire dirigée par le général Jorge Videla.**

Le 14 mai 1962, PERON écrit une missive adressée à « Jean THIRIART »

« La Justice sociale, l'Indépendance économique et la Souveraineté politique pour lesquelles nous luttons depuis plus de vingt ans, constituent la position idéologique intermédiaire entre l'extrémisme de Moscou et l'extrémisme de Washington et forment la synthèse de notre doctrine justicialiste basée sur la mystique du bien et de la grandeur de notre Patrie et de notre peuple »

1955-1973 : La junte militaire

Après le renversement de Perón en 1955, le **pays dirigé par l'armée**, entre alors dans une **période de troubles et de conflits politiques et sociaux**. Juntas et gouvernements civils alternent. **Malgré la promesse d'instaurer un gouvernement démocratique le Général Lonardi est destitué avant d'être remplacé par son confrère le Général Aramburu qui annule la constitution de 1949 et rétabli celle de 1853** qui ne permet pas à un président de se succéder à lui-même.

En 1958 arrive au pouvoir le parti radical de gauche avec le soutien des péronistes et des communistes. La stabilité économique est atteinte en 1959 grâce aux crédits accordés par l'étranger. L'Argentine adhère à l'association latino-américaine du commerce fondée en 1960. **Dès 1961 des séries de coups d'état « préventifs » sont mis en œuvre dès que l'armée ou que les forces conservatrices estiment que le pouvoir en place dérive vers la gauche encouragées et soutenues par les Etats Unis** dès la présidence de Kennedy dans le cadre de la guerre froide.

De par la pression de la rue (vague de violence, grèves, économie en déclin) à chaque fois que les militaires sont au pouvoir, Perón revient au pouvoir en 1973 avant de mourir.

1976-1983 : L'Argentine sous gouvernance militaire.

Un modèle de déstabilisation des pays démocratiques au profit de la guerre froide.
Visible à travers le plan condor

De 1976 à 1983 le pays est gouverné par la junte militaire, celle des générales **Videla, Viola puis Galtieri qui prit fin** lors de la **défaite** face aux Britanniques dans les îles **Malouines**. **Incapable d'enrayer l'inflation** qui n'avait fait que se détériorer sous la présidence d'Isabel, la junte instaure un réseau répressif caractérisé par **l'élimination systématique des opposants qui font l'objet d'enlèvements**. **Le gouvernement impose la loi martiale et gouverne par décrets**.

Ces répressions se font dans le cadre du Plan Condor, opérations de contre-terrorisme et de campagne d'assassinats, conduites conjointement par les services secrets du Chili, de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay au milieu des années 1970. **Les gouvernements militaires d'extrême droite** (menés par le dictateur Videla en Argentine ou Pinochet au Chili), envoient des agents secrets dans divers pays pour localiser, observer et assassiner les adversaires politiques. **Beaucoup de personnes disparaissent, sont tuées sans preuves. Leurs cibles sont les « guerriers terroristes gauchistes » mais beaucoup ne sont que des adversaires politiques, leurs familles ou des personnes innocentes.**

En parallèle se développent les théories marxistes à travers la junte de coordination révolutionnaire, coalition de divers mouvements d'extrême gauche des différents pays de la région. **C'est pour lutter contre eux que le plan condor c'est développé** et a lancé des **escadrons de la mort en Argentine comme dans l'ensemble de l'Amérique et de l'Europe**. En Argentine il s'appelle : l' « Alliance anticommuniste argentine ». **En 1976 fin des missions d'assassinat et de terrorisme à l'extérieur du sous continent américain.**

A travers l'opération condor les méthodes de répression et de lutte anti-subversion sont à leur apogée du fait du **strict contrôle de la communication, la répression s'organisant dans la discrétion la Plus absolue**. **A cette époque arrestation, tortures, assassinats systématiques, disparitions par milliers dont les corps ont disparus souvent jetés dans la mer ou brûlés. Sans compter les bébés enlevés à ses mères, pour être confiés à des couples stériles,** politiquement proche du pouvoir. Aujourd'hui encore, les mères de ses femmes disparues, manifestent place de Mai à Buenos Aires et réclame justice. A cette époque **une lutte active est aussi menée pour favoriser la venue des Nazis vers l'Amérique du Sud.**

Les Etats Unis soutiennent la répression d'extrême droite par crainte d'une révolution marxiste, d'autant qu'ils viennent de subir la défaite du Viêt Nam. Ils en sont même d'une certaine manière **les instigateurs**, dans le **cadre de la guerre froide, dès 1945 ils mettent en garde les militaires sud-américains contre le communisme** et organisent des **accords bilatéraux signés en 1951 avec approvisionnement en armes et financements américains**. D'une certaine manière ils supervisent le plan condor. Henry Kissinger secrétaire d'Etat dans l'administration de Nixon : **« Aux Etats-Unis, comme vous le savez, nous sommes de tout cœur avec vous (...) Je vous souhaite de réussir » 08/06/1976.**

En 1976 Carter est élu, il engage un combat contre les régimes dictatoriaux.

La France, malgré la **négation de la diplomatie française** qui refuse une commission d'enquête, **pourrait aussi être impliquée dans l'exportation des techniques de guerre subversive** utilisées pendant la guerre d'Algérie. Le gouvernement français ayant mis en place **de 1959 à 1981 une mission militaire française permanente à Buenos Aires qui fournit des conseillers aux troupes argentines.**

Sans compter **l'Italie où les responsables puisent dans les réseaux terroristes néofascistes italiens** membres de l' «Avanguardia nazionale».

Le général Galtieri, en 1982 ordonne aux troupes argentines d'envahir les îles Malouines, possession britannique revendiquée, depuis l'occupation anglaise de 1833, par l'Argentine. A l'époque le conflit surprend car l'hypothèse de déclaration de guerre de l'Argentine envers le Royaume-Unis semble absurde. Le conseil de l'ONU intervient et demande le retrait de l'Argentine. Les USA font savoir à Galtieri qu'ils soutiennent la Grande Bretagne. La guerre s'envenime un croiseur argentin est torpillé, Galtieri est contraint de démissionner.

1983 : L'Argentine renoue avec la démocratie

1983 Alfonsín candidat radical de gauche est élu à la présidence, sa mission première est la **question du jugement des militaires** responsables des tortures et des exécutions sous la dictature. **L'armée menace le gouvernement de mutinerie**, il lance alors une politique de conciliation avec la hiérarchie militaire. Pendant cette période **l'Argentine accumule des dettes externes, l'inflation atteint 200% par moi. Le régime devient impopulaire.**

1989 retour du Péronisme avec Carlos Menem qui lance **une politique de libéralisation du commerce, de déréglementation et de privatisation.** En 1991 il décide de la **parité du peso avec le dollar américain et limite par acte législatif la croissance de la masse monétaire et des réserves monétaires : l'inflation est maîtrisée.** En 1994 il fait voter une révision constitutionnelle **qui réduit le mandat présidentiel à 4ans** avec possibilité de se représenter pour un autre mandat. Elections au suffrage universel. Avec un **congrès composé de la chambre des députés élue pour 4 ans et du Sénat pour 6ans.**

1995, il est réélu, cette politique d'austérité se révèle insuffisante, **30% de la population en dessous du seuil de pauvreté.** Ses frasques privées commencent à déranger. En 1998 et 1999, huit anciens membres de la **junte militaire dont Videla sont arrêtés et inculpés.** La **crise est profonde au sein du MERCOSUR** (marché commun du sud créé en 1991). **La dette extérieure et le chômage s'envolent.** On entre dans la récession : **Echec de la politique néo-libéral.** Il est accusé de corruption.

1999 C'est De la Rúa du mouvement radical qui est élu. L'Argentine commence sa **longue descente aux enfers** du point de vue économique. Il hérite d'une **dette de 114 milliards de dollars.** Ses **actions sont inefficaces**, de plus il a **acheté le vote des parlementaires** pour l'adoption de ses réformes, avec le fond de réserve du gouvernement, dont celle **supprimant la tutelle des syndicats sur les régimes d'assurance sociale.** La crise est relancée et faute de sanction contre les parlementaires corrompus le Président du Sénat démissionne. C'est « **l'Argentinazo** » **insurrection populaire complète avec pillages et paralysie des points stratégiques du pays.** Il fait appel à **Cavallo un péroniste comme ministre des finances.** Très charismatique il **éclipse De la Rúa qui opère du cœur préfère démissionner.** **Bilan : 60% de pauvres et 45% de chômeurs.** C'est le discrédit total de la classe politique.

2001 à aujourd'hui : le retour du péronisme

L'Argentine n'a pas respecté le programme de réformes économique du plan « déficit zéro » lancé en juillet 2001 en décembre le **FMI refuse de continuer à lui accorder des aides**. En 2001 la crise est tel que 5 présidents se succèdent en 20 jours.

Janvier 2002 Eduardo Duhalde élu président. C'est le **retour du populisme**. **Dévaluation du peso de 28%** qui en quelque jour passera à 75% par rapport au dollar. **Conversion des dépôts bancaires libellés en dollar** avec perte de 30% de dévaluation. Il **brise ainsi la confiance nationale et internationale** dans le système politique et financier de l'Argentine. La crise provoque une fuite de capitaux qui est stoppée par un gel des dépôts bancaires et des restrictions sur le retrait d'argent « mesure du « corralito » ». En plus de cela il mène un **discours nationaliste avec un mépris de la constitution** (en particulier en matière de droit de propriété et de justice), un **début du totalitarisme**. Cette absence de démocratie repousse alors les investisseurs internationaux dans l'ensemble de l'Amérique du Sud en proie aux mêmes problèmes. **Les plus démunis sont réduits à la famine, au pillage de magasin, des clubs de troc se créent même pour les soins médicaux** (le parlement refuse de leur donner un statut légal).

Suite à la crise économique certains sondages indiquent désormais que **l'Eglise et l'armée inspirent d'avantage confiance aux argentins que le parlement et les partis politiques**. Cavallo ancien ministre de l'économie est emprisonné, soupçonné dans des ventes d'armes illégales dans des pays frappés d'embargo par les Nations Unies. De plus le parlement argentin refuse le plan de conversion de l'épargne bancaire en bon d'état que le ministre de l'économie R. Lenicov proposait.

Election de mai 2003 : **19 candidats en tout dont 3 péronistes** : Kirchner, Saà et Menem (sort de surveillance dans des affaires de corruption et de trafic d'armes) il sait séduire, c'est sous son mandat que l'Argentine avait connu une relative prospérité **et 2 candidats de l'UCR**.

Au second tour : Menem 23,9% Kirchner 21,8% des suffrages
Il n'y a pas de second tour Menem se retire de la course. Kirchner est élu de facto.

Kirchner **cesse le paiement de la dette au FMI** et obtient ainsi par la fermeté et l'autoritarisme, la **renégociation de la dette** qui diminue de 75%. Il pratique une **politique apparemment égalitaire et nationaliste** qui **semble rendre confiance aux argentins**. Sa première mission s'est **enrayer la corruption**. **L'économie repart timidement** mais les « **piqueteros** (association de chômeur qui bloquent régulièrement les routes) » **durcissent le ton**. Les capitaux partis n'ont pas réintégré l'Argentine. Il **essaye de renouer** avec le **Mercosur**, la liberté d'expression journalistique reste difficile. Il **souhaite redonner leurs places aux institutions politiques, syndicales et judiciaires**.

Sa **politique est basée sur du très court terme** et visé la stimulation de la demande (hausses salariales, gel des tarifs publics et autres mesures globalement en faveur de la consommation). **L'emploi repart** malgré 16% de chômeurs et **les balances commerciales de 2003 et 2004 sont positives**. Il reste à rétablir la confiance avec les investisseurs étrangers d'autant que **Kirchner a appelé au boycott des compagnies qui augmentent leur prix** comme pour Shell avec une **aide active des « piqueteros »** auquel il s'est allié. Contrôler une partie des « piqueteros » **lui permet de construire un lien avec les villages** les plus reculés car ils sont souvent le seul lien entre les citoyens et l'état : **Ce sont des acteurs**

sociaux à part entière. C'est un pari risqué basé sur une relation d'intérêt mutuel qui peut disparaître à tout moment. C'est du dialogue au jour le jour.

A l'heure actuelle **sa popularité dépasse les 60%** de satisfait. **Le test sera en octobre avec les élections au parlement.**

A travers la politique intérieure de l'Argentine, on perçoit tous les enjeux de la politique internationale et l'importance de la capacité à gérer l'économie intérieure face aux enjeux internationaux et de la globalisation.